



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 40

Pau, le 19 novembre 2025

Référence : DREAL/2025D/10028

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M. Gabarres Cédric

1515 Allée d'Ardy
40900 Saint-Paul-les-Dax

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans l'établissement exploité par Monsieur Gabarres Cédric et implanté au 1515 Allée d'Ardy sur la commune de Saint-Paul-les-Dax. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la mise en demeure du 11 mars 2024 prise à l'encontre Monsieur Gabarres Cédric pour des activités relevant de la nomenclature des installations classées et exercées illégalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

M. Gabarres Cédric
1515 Allée d'Ardy – 40990 Saint-Paul-les-Dax
Code AIOT : 0100031742
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Monsieur Gabarres réalisait sur sa propriété (parcelle n° 0461 section AM avec domicile personnel) des activités de démontage/stockage de véhicules hors d'usage. Les pièces détachées et ferrailles étaient par la suite vendues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement
- Suivi de la mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation	AP de mise en demeure du 11/03/2024, article 1	Sans objet
2	Mesures compensatoires	AP de mise en demeure du 11/03/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur le récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024.

L'inspection a pu constater la mise en oeuvre des actions demandées dans cet arrêté, notamment l'évacuation de l'ensemble des VHU et pièces détachées et la cessation de l'activité de démontage de véhicules hors d'usage.

Aussi, il est proposé de lever la mise en demeure du 11 mars 2024 prise à l'encontre de Monsieur Gabarres Cédric.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VHU – Régularisation

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 11/03/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Monsieur Gabarres Cédric est mis en demeure de régulariser la situation administrative de ses activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage et bateaux visées par les rubriques 2712-1 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement, exercées 1515 Allée d'Ardy à Saint-Paul-lès-Dax (40990). L'exploitant est tenu de régulariser sa situation : <ul style="list-style-type: none">• soit en déposant les demandes d'enregistrement nécessaires au titre de l'article R. 512-49 et suivants du Code de l'environnement (rubrique 2712-1), sous réserve de la compatibilité avec les documents d'urbanisme, et en sollicitant l'agrément nécessaire,• soit en cessant ses activités et en remettant le site en état. [...]
Constats : Dans un courrier reçu le 15 février 2024, l'exploitant a déclaré cesser l'activité de démontage de véhicules et procéder à la remise en état du site. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucune activité d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules hors d'usage n'était désormais exercée sur la parcelle. Des bacs de déchets sont disposés sur une zone d'environ 10 m ² . Ils sont soit vides, soit contiennent des déchets encombrants de nature plastique ou métallique, dont la nature ne semble pas liée à la filière automobile. Par ailleurs, des déchets métalliques de type ferraille sont entreposés sur une surface supplémentaire d'environ 10 m ² . L'exploitant a été informé que ces activités de transit et de regroupement de déchets métalliques et plastiques, relevant des rubriques 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées sont soumises à enregistrement à compter d'une surface supérieure ou égale à 100 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VHU – Mesures compensatoires

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 11/03/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Monsieur Gabarres Cédric procède : <ol style="list-style-type: none">1. à l'évacuation, sous un délai d'un mois, de l'ensemble des déchets présents sur son site, et notamment des VHU tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'environnement, vers des installations dûment autorisées à les recevoir et transmet, dans le délai maximum de deux mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées ;

2. à l'interdiction sans délai de tout nouvel apport de déchets sur le site.

Constats :

L'exploitant a transmis le 3 avril 2024 deux factures justifiant la reprise de voitures et de ferraille.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater l'absence de véhicules et de pièces détachées sur le site, propriété de M. Gabarres.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : Planche photographique

Photo n°1



Photo n°2



Photo n°3



Photo n°4



Photo n°5



Photo n°6

